

CONSULTATION DU PUBLIC (consultation parallélisée)
au titre de l'article L.181-10-1 du code de l'environnement pour la
demande d'autorisation environnementale présentée par le
Syndicat mixte de l'abattoir public de Haute-Savoie
pour son projet d'implantation d'un abattoir public et d'un atelier
de découpe et de transformation
sur le territoire de la commune de SAINT-PIERRE-EN-FAUCIGNY
(Haute-Savoie)

Consultation du public du 3 novembre 2025 au 3 février 2026

RAPPORT DU COMMISSAIRE ENQUÊTEUR

Denise LAFFIN

Désignée par le Tribunal Administratif de Grenoble

Décision n°E25000223/38 du 19 septembre 2025

SOMMAIRE

	Pages
1 PRESENTATION DU PROJET.....	3
1.1. Objet de la consultation du public.....	3
1.2. Pétitionnaire.....	3
1.3. Autorité organisatrice de la consultation du public.....	3
1.4. Cadre réglementaire de la consultation du public.....	4
1.5. Le projet soumis à demande d'autorisation environnementale.....	4
2 COMPOSITION DU DOSSIER SOUMIS A LA CONSULTATION DU PUBLIC	5
2.1. Documents initiaux.....	5
2.2. Documents reçus en cours de consultation.....	7
2.3. Avis des services consultés.....	8
3 Organisation et déroulement de la consultation.....	10
3.1. Désignation du commissaire enquêteur.....	10
3.2. Organisation de la consultation.....	10
3.3. Publicité de la consultation.....	11
3.4. Modalités de participation du public.....	12
3.5. Permanences du commissaire enquêteur.....	12
3.6. Les réunions publiques.....	12
3.7. Procès-verbal de synthèse des observations du public.....	13
4 Analyse des observations du public.....	14
4.1. Bilan quantitatif des observations.....	14
4.2. Analyse des observations.....	14
4.3. Réponses du pétitionnaire aux observations.....	15

1 PRÉSENTATION DU PROJET

1.1. Objet de la consultation du public

Le syndicat mixte de l'abattoir public de Haute-Savoie a déposé le 13 août 2025 un dossier de demande d'autorisation environnementale en vue d'obtenir l'autorisation préfectorale nécessaire à l'implantation d'un abattoir public et d'un atelier de découpe et de transformation, sur le territoire de la commune de Saint-Pierre-en-Faucigny au lieu-dit le Busquet.

Préalablement au dépôt du dossier, le projet a fait l'objet d'un examen au cas par cas de l'autorité environnementale, en application de l'article R.122-3-1 du code de l'environnement. Sur la base des informations fournies par le pétitionnaire, l'autorité environnementale a décidé que le projet de construction d'un abattoir public sur la commune de Saint-Pierre-en-Faucigny, n'est pas soumis à évaluation environnementale (décision n°2025-ARA-KKP-5865 du 27 juin 2025).

1.2. Pétitionnaire

La demande d'autorisation environnementale pour le projet de création d'un abattoir public et d'un atelier de transformation est présentée par le Syndicat mixte de l'abattoir public de Haute-Savoie.

Ce syndicat mixte, créé par arrêté préfectoral du 10 juillet 2025, comprend :

- Le département,
- Les communautés de communes de la Vallée Verte, du Haut-Chablais, Fier et Ussets, des Vallées de Thônes, du Pays de Cruseilles, de Rumilly Terre de Savoie, Arve et Salève, du Pays Rochois, Ussets et Rhône, des Sources du Lac d'Annecy, des Quatre Rivières, Pays d'Evian Vallée d'Abondance, du Genevois, Cluses Arve et Montagnes, des montagnes du Giffre,
- Les communautés d'agglomération : Thonon Agglomération, Annemasse-les Voirons Agglomération et Grand Annecy Agglomération.

Le Syndicat a vocation à accueillir l'ensemble des communautés de communes et communautés d'agglomérations du département.

Le siège du syndicat mixte est situé à la Mairie de Saint-Pierre-en-Faucigny. La contribution des membres de ce syndicat est fixée par ses statuts.

1.3. Autorité organisatrice de la consultation du public (consultation parallélisée)

L'autorité organisatrice de cette consultation du public est la Préfète de la Haute-Savoie.

Estimant que le dossier de demande d'autorisation environnementale était complet et régulier, la Préfète de la Haute-Savoie a décidé de soumettre le projet à la consultation du public sous la forme d'une « consultation parallélisée », en application des dispositions de l'article L.18110-1 du code de l'environnement.

Par arrêté n°PAIC-2025-0078 du 14 octobre 2025, la Préfète de la Haute-Savoie a prescrit la consultation du public (consultation parallélisée) d'une durée de 3 mois, du lundi 3 novembre 2025 au mardi 3 février 2026 inclus.

La décision susceptible d'intervenir à l'issue de cette consultation est une autorisation environnementale assortie du respect de prescriptions, ou un refus. L'autorité compétente pour prendre la décision est la Préfète de la Haute-Savoie. Cette décision est prise sous la forme d'un arrêté préfectoral qui sera mis en ligne sur le site internet de la Préfecture de la Haute-Savoie.

1.4. Cadre réglementaire de la consultation du public

Cette nouvelle consultation du public dite « consultation parallélisée », d'une durée de 3 mois, issue de la loi Industrie Verte et définie à l'article L. 181-10-1 du code de l'environnement, vise à assurer l'information et la participation du public à l'élaboration des décisions relatives aux projets soumis à autorisation environnementale, et à accélérer la procédure d'autorisation environnementale.

Encadrée par une réunion publique d'ouverture et une réunion publique de clôture, elle garantit une participation transparente grâce à une plateforme en ligne dédiée : sur ce registre le public peut consulter le dossier de demande d'autorisation environnementale et les éventuels avis émis sur le projet par les entités dont la consultation est requise réglementairement. Il peut également déposer des observations et propositions et suivre les réponses apportées par le pétitionnaire tout au long de la procédure.

Les modalités précises de la consultation du public sont régies par les articles R. 181-36 et suivants du code de l'environnement.

1.5. Le projet soumis à demande d'autorisation environnementale

Le projet concerne l'ouverture d'un abattoir public au lieu-dit « le Busquet » sur la commune de Saint-Pierre-en-Faucigny, dans le Département de la Haute-Savoie.

Le site d'exploitation, d'une emprise foncière de 9800 m² a pour vocation principale l'abattage, la découpe et la transformation de viandes issues de filières locales. Il s'agit d'un abattoir public de proximité, à vocation territoriale, dimensionné pour accueillir plusieurs espèces (bovins, veaux, ovins, caprins et éventuellement porcins), et conçu dans une logique de mutualisation des outils pour les filières agricoles de la région.

L'activité s'organise autour de trois pôles opérationnels complémentaires :

- L'abattage des animaux issus des exploitations agricoles locales, dans des conditions conformes aux exigences réglementaires sanitaires et garantissant le bien-être animal ;
- La découpe et le conditionnement, permettant la valorisation des carcasses entières ou en morceaux, avec une gestion précise des flux et de la traçabilité ;
- La transformation des produits carnés en produits élaborés (saucisserie, viande marinée, hachée ou cuisinée), afin de répondre à la demande locale en circuits courts.

L'abattoir est conçu comme un outil de service à destination des éleveurs et des artisans bouchers. Le site est dimensionné pour traiter un volume d'environ 1 700 à 2 100 tonnes maximum par an.

Localisation du site :

Le projet prendra place au cœur de l'extension du parc d'activité des Jourdiès, au Nord de la route des Lacs. Actuellement, les terrains sont dédiés à la culture de prairies permanentes et vierges de toute construction.

D'après le dossier soumis à la consultation, le site est localisé en zone Ap (Agricole protégée). Mais après vérification : le règlement du Plan local d'urbanisme (PLU) actuellement en vigueur et approuvé en 2017, la zone est classée AUx.

Le projet d'extension du parc d'activité des Jourdiès est porté par la Communauté de Communes du Pays Rochois (CCPR), par l'intermédiaire de l'établissement public foncier de Haute-Savoie (EPF74).

Un dossier de Déclaration d'utilité publique (DUP) avec mise en compatibilité du PLU a été déposé en Préfecture courant avril 2025. La MRAe a rendu son avis le 30 septembre 2025 sur ce projet (Avis n°2025-ARA-AP-1915). L'enquête publique relative à cette DUP avec mise en compatibilité du PLU aura lieu du 9 février 2026 au 13 mars 2026.

2. COMPOSITION DU DOSSIER SOUMIS A LA CONSULTATION DU PUBLIC

2.1. Documents initiaux

- Le dossier de Demande d'Autorisation Environnementale mis à la consultation parallélisée comprend 13 pièces et des 22 annexes.

Pièce n°1 : présentation du projet (38 pages)

Pièce n°2 : Respect des prescriptions générales (150 pages)

Pièce n°3 : Demande d'aménagement des prescriptions générales (10 pages)

Pièce n°4 : Etude d'incidence (140 pages)

Pièce n°5 : Etude de dangers (53 pages)

Pièce n°6 : Compatibilité aux plans et programmes (62 pages)

Pièce n°7 : Plan d'ensemble à 35 m autour du projet (1 plan échelle 1/800)

Pièce n°8 : Plan d'ensemble à 100 m autour du projet (1 plan échelle 1/2500)

Pièce n°9 : Plan de localisation (1 plan échelle 1/25 000)

Pièce n°10 : Note de présentation non technique (11 pages)

Pièce n°11 : Parcelles concernées (1 page)

Pièce n°12 : Résumés non techniques- Etude de dangers (19 pages)

Pièce n°13 : Résumés non techniques- Etude d'incidences (35 pages)

Annexe n°1 : Rapport de présentation du dossier Déclaration d'utilité publique (DUP) avec mise en compatibilité du PLU (20 pages)

Annexe n°2 : Plan de masse (1 plan échelle 1/250)

Annexe n°3 : Plan Rez-de-chaussée (1 plan échelle 1/100)

Annexe n°4 : Plan de réseaux et circulation PL 44T provisoire (Emetteur EDEIS)

Annexe n°5 : Plan de réseaux et circulation PL 19T provisoire (Emetteur EDEIS)

Annexe n°6 : Formulaire simplifié d'évaluation des incidences Natura 2000 (20 pages)

Annexe n°7 : Notice hydraulique -Gestion des eaux pluviales (7 pages)

Annexe n°8 : Evaluation des risques – Protection contre la foudre (24 pages)

Annexe n°9 : Demande d'examen au cas par cas (Document CERFA 13 pages)

Annexe n°10 : Décision de l'Autorité environnementale au cas par cas (4 pages)

Annexe n°11 : Localisation du site (plan échelle 1/25 000)

Annexe n°12 : Prises de vue de la zone d'implantation (plan 1 échelle 1/5000)

Annexe n°13 : Document technique D9 - Défense extérieure contre l'incendie et

Document technique D9A- Défense extérieure contre l'incendie et rétention

Annexe n°14 : Plan Girations pompiers provisoire (Emetteur EDEIS)

Annexe n°15 : Schéma des flux accès pompiers (format A3)

Annexe n°16 : Plan de situation des poteaux incendies (format A3)

Annexe n°17 : Détails sur coupes et modélisations (1/100, 1/150, 1/500)

Annexe n°18 : Réponse du 23/08/2024 de GRTgaz gestionnaire des réseaux gaz (4 pages)

Annexe n°19 : réponse du 03/07/2025 de Natran gestionnaire des réseaux gaz (3 pages)

Annexe n°20 : Règlement du PLU concernant la zone AUx avec secteurs AUxa et AUxb pages 75 à 81 et extrait du plan de zonage

Annexe n°21 : Etude acoustique « Cabinet ad Ingénierie » (28 pages)

➤ Le dossier soumis à la consultation du public comprend également :

- L'arrêté n°PAIC-2025-0078 du 14 octobre 2025 de la Préfète de la Haute-Savoie
- L'avis de consultation du public

2.2. Documents reçus au cours de la consultation

➤ **Avis des services**

- Agence régionale de santé (ARS) du 13 novembre 2025

➤ **Avis des collectivités territoriales**

- Commune de SAINT-PIERRE-EN-FAUCIGNY - délibération du 12 novembre 2025 : avis favorable.
- Commune de FAUCIGNY - délibération du 20 novembre 2025 : approuve le projet
- Commune d'ARENTHON - délibération du 15 décembre 2025 : avis favorable
- Commune de BONNEVILLE - Réponse du 17 décembre 2025 reçue par mail : La commune de Bonneville, située dans un rayon de 3km, ne délibérera pas pour avis.
- Commune d'AMANCY - Réponse du 7 janvier 2026 reçue par mail : Le Conseil municipal d'Amancy n'a pas délibéré dans le délai de 2 mois imparti.
- Commune de SAINT-JEAN-DE-THOLOME - Réponse du 17 décembre 2025 reçue par mail : le conseil de municipal n'a pas délibéré, il n'y a donc pas de délibération.
- Commune d'AYSE : aucune réponse
- Communauté de communes du Pays Rochois - Réponse du 12 novembre 2025 reçue par mail : la CCPR ne délibérera pas sur ce point.

➤ **Demande d'informations complémentaires au pétitionnaire :**

Lettre du Pôle des installations classées de la Préfecture en date du 15 décembre 2025.

➤ **Réponse du pétitionnaire : synthèse des compléments datés de Décembre 2025**

ainsi que les documents suivants ajoutés ou modifiés :

- **Etude d'incidence V2**
- **Etude de dangers V2**
- **Annexe 05 (a) : plan voie engins**
- **Annexe 05 (b) : plan des réseaux**
- **Annexe 07 : Notice hydraulique V2**
- **Annexe 22 : Plan réserves incendie**

2.3. Avis des services consultés

Les services contributeurs et règlementaires des services de l'Etat suivants ont été saisi : l'ARS, la DDT 74 (SEE et SAR), le SDIS 74, l'UDAP, le SAGE ARVE et le SDAGE RMC.

Par lettre du 15 décembre 2025, la Préfète de la Haute-Savoie a demandé au président du Syndicat mixte de l'abattoir de compléter le dossier en fonction des avis rendus par les services consultés :

- ❖ L'Agence régionale de santé (ARS) émet un avis favorable et demande que le dossier soit complété sur le point suivant : lutte contre les espèces invasives (ambrosie).
- ❖ Service départemental d'incendie et de secours (SDIS) : le dossier devrait être complété avec les prescriptions suivantes :
 - Veiller à ce que la ruine d'un élément de structure n'entraîne pas la ruine en chaîne de la structure du bâtiment, notamment les locaux avoisinants, et ne favorise pas l'effondrement de la structure vers l'extérieur du premier local en feu (arrêté du 23/03/2012 art.11);
 - Prévoir à partir de chacune des 2 voies "engins" un accès à toutes les issues du bâtiment ou au moins à deux côtés opposés de l'installation par un chemin stabilisé de 1.40m de large au minimum (arrêté du 23/03/2012 art.12);
 - S'assurer auprès du service DECI compétent que les deux poteaux d'incendie défendant le site puissent totaliser un débit simultanément de 150m³/h pendant 2 heures. Dans le cas où la totalité du débit ne pourrait être obtenu à partir du réseau d'eau (public ou privé), il est admis que 2/3 des besoins en eau soient disponibles dans une ou plusieurs réserves d'eau, propres au site et accessibles en permanence aux services de secours. –
 - Dans l'hypothèse où le réseau d'eau sous pression serait en mesure de fournir un débit de 90m³/h sur 1 poteau d'incendie, la réserve doit être dimensionnée pour assurer le complément du débit nécessaire pendant une durée de 2 heures, soit un volume total

de 120m³. Cette réserve doit être équipée et réalisée conformément aux règles d'aménagement des points d'eau en veillant particulièrement à :

- > l'implanter à une distance des flux thermiques (20 m du bâtiment si possible) en restant moins de 100 m d'un des 2 accès (si en lieu et place du poteau prévu, satisfaisant);
 - > créer une aire d'aspiration accessible aux véhicules de secours en tout temps et en toutes circonstances (dimension de 4 m*8 m) ;
 - > assurer la présence d'un dispositif d'aspiration, préférentiellement un poteau d'aspiration DN100 ;
 - > protéger la réserve contre le gel (si hors sol) : canalisation enterrée avec poteau d'aspiration, levée de terre et haies d'arbustes recommandées, dosage d'antigel majoration de la capacité de 30% ;
 - > respecter la géométrie de mise en aspiration : hauteur d'aspiration de 6m maximum,
 - > équiper la réserve et l'aire d'aspiration d'une signalisation adaptée (marquage au sol, plaques ou panneaux normalisés résistants). L'indication du volume doit être visible ;
 - > la réserve et ses équipements doivent faire l'objet d'une visite de réception en présence de l'installateur, du propriétaire de l'installation, du SDIS 74 et éventuellement du gestionnaire du réseau. Les services d'incendie et de secours pourront si besoin réaliser un test de mise en aspiration et procéderont à la reconnaissance opérationnelle initiale ;
 - > un entretien de la réserve et de ses équipements devra être réalisé au moins une fois par an.
- Respecter les dispositions aux équipements de productions d'électricité utilisant l'énergie photovoltaïque au sein des installations classées pour la protection de l'environnement.

❖ Direction départementale des Territoires (service SEE)

Afin de mieux évaluer les incidences sur les milieux aquatiques, le dossier devrait être complété sur les points suivants :

- Dans la note d'étude de danger, un bassin étanche est mentionné afin de disposer d'une réserve d'eau en cas d'incendie. Dans l'étude d'incidence, un bassin de rétention avec séparateur d'hydrocarbures est aussi mentionné. Est-ce le même bassin ou deux bassins distinctifs ?
- Le dimensionnement des ouvrages de gestion des eaux pluviales (bassin de rétention, noues d'infiltration) n'est pas détaillé. Il est attendu des notes techniques sur le calcul dimensionnement de ces ouvrages.
- Des mesures de surveillance et d'entretien (périodicité, contrôles, interventions) concernant le dispositif de séparateur d'hydrocarbures doivent être précisées, car en cas de dysfonctionnement, le résultat devient plus néfaste qu'en cas d'absence de ce dispositif.
- Un plan de masse des réseaux des eaux, notamment eaux pluviales, doit être fourni pour disposer d'une vue d'ensemble de l'organisation de la gestion des eaux pluviales.
- Une précision est attendue sur l'exutoire du réseau d'eaux pluviales dans le cas d'un

épisode exceptionnel de pluie (situation de surverse) : milieu naturel (cours d'eau) ou réseau public d'eaux pluviales ?

❖ Direction départementale des Territoires (service SAR)

Aucun complément à apporter à l'avis remis par le service SEE de la DDT 74 dans le cadre du dossier d'AE de l'abattoir public de Saint-Pierre-en-Faucigny.

❖ Schéma d'aménagement de gestion des eaux du bassin de l'Arve

Le dossier devrait être complété sur les points suivants :

- Une carte de situation vis-à-vis des eaux souterraines (périmètres de protection et nappes stratégiques du SAGE) ;
- Les volumes d'eau consommés, les mesures mises en œuvre pour limiter les prélèvements et la sobriété vis-à-vis de la ressource, les moyens de mesure et de suivi de la consommation, le lien avec le SDAEP de la Communauté de communes du Pays Rochois.
- Le pétitionnaire doit apporter une vigilance forte quant aux risques de pollutions sur le site vis-à-vis des nappes stratégiques à proximité et du périmètre de protection éloigné de plusieurs captages ;
- Le pétitionnaire doit veiller à une gestion économe de l'eau sur le site de production.

Réponse du pétitionnaire :

Par mail du 8 janvier 2026, j'ai reçu les compléments demandés ainsi qu'une synthèse de ces compléments. Ces documents transmis par le pétitionnaire ont été mis en ligne le 9 janvier 2026.

3. ORGANISATION ET DÉROULEMENT DE L'ENQUÊTE

3.1. Désignation du commissaire enquêteur

Par décision n°E25000223/38 du 19 septembre 2025, le Président du Tribunal Administratif de Grenoble m'a désignée en qualité de commissaire enquêteur, pour conduire la consultation parallélisée pour la demande d'autorisation environnementale relative à la construction d'un abattoir public et d'un atelier de transformation sur la commune de Saint-Pierre-en-Faucigny.

3.2. Modalités d'organisation de la consultation

Dès réception de ma désignation par le Tribunal Administratif, j'ai pris contact avec les services de la Préfecture de la Haute-Savoie, autorité organisatrice de l'enquête.

Les modalités d'organisation de la consultation du public ont été définies avec Mme Colette CHARRIER, Chef du pôle administratif des installations classées : le dossier « papier m'a été remis, les dates de la consultation du public ont été arrêtés, les dates des réunions publiques ont été fixées.

Conformément aux textes régissant la consultation parallélisée il n'a pas été prévu de registre papier.

3.3. Publicité de la consultation

L'information relative au déroulement de l'enquête publique et à son contenu a été annoncée par les moyens suivants :

- Publication sur le site Internet de la préfecture le 22 octobre 2025
- Par voie de presse

Dans la rubrique des « Annonces Légales / avis enquêtes publiques » :

Première insertion : LE DAUPHINE LIBERE du vendredi 17 octobre 2025

ECHO SAVOIE MONT BLANC du vendredi 17 octobre 2025

Deuxième insertion : LE DAUPHINE LIBERE du vendredi 7 novembre 2025

ECHO SAVOIE MONT BLANC du vendredi 7 novembre 2025

- Par voie d'affichage

Les affiches (format A2 sur fond jaune) portant l'avis d'ouverture de la consultation du public (consultation parallélisée) pour la demande d'autorisation environnementale relative à la construction d'un abattoir public et d'un atelier de transformation sur la commune de Saint-Pierre-en-Faucigny, ont été apposées quinze jours avant l'ouverture de la consultation et durant toute la durée de celle-ci dans les lieux habituels d'information :

- de la commune de Saint-Pierre-en-Faucigny, commune siège d'implantation du projet
- et dans les communes dont une partie du territoire est comprise dans un rayon de 3 kilomètres autour du périmètre du projet : communes de Saint-Pierre-en-Faucigny, Bonneville, Arenthon ; Amancy, Faucigny, Saint-Jean-de-Tholome, Ayse,
- ainsi que la Communauté de communes du Pays Rochois

Les certificats d'affichage, qui m'ont été remis le 16 février 2026, sont joints au dossier.

Un affichage (format A2 sur fond jaune) a été réalisé par les services du Syndicat mixte de l'abattoir sur le site du projet.

3.4. Modalités de la participation du public

Pendant toute la durée de la consultation, le public a pu s'informer sur le projet mis à l'enquête publique en consultant le dossier :

- Sur la plate-forme internet du registre dématérialisé sécurisé :
 - <https://www.registre-dematerialise.fr/6723>
- Sur le site internet des services de l'Etat en Haute-Savoie, à l'adresse suivante :
 - <https://www.haute-savoie.gouv.fr/Publications/Actions-participatives/Consultations-parallélisées>
- Sur support papier :
 - En mairie de Saint-Pierre -en-Faucigny
 - A la sous-Préfecture de Bonneville, 122 Rue du Pont, Bonneville, sur demande préalable adressé à sp-bonneville@haute-savoie.gouv.fr
 - Au service PAIC, 3 Rue Paul Guitton à Annecy sur demande préalable adressée à ddpp-paic@haute-savoie.gouv.fr

Le public a pu déposer ses observations :

- Sur la plate-forme internet du registre dématérialisé à l'adresse suivante :
 - <https://www.registre-dematerialise.fr/6723>
- Par courrier postal adressé à l'attention de Mme Denise LAFFIN, commissaire-enquêteur, en mairie de Saint-Pierre-en-Faucigny.

3.5. Permanences du commissaire enquêteur

Conformément aux dispositions de l'article 4 de l'arrêté de prescription de la consultation du public, le commissaire enquêteur s'est tenu à la disposition du public en mairie de Saint-Pierre-en-Faucigny., les jours suivants :

- Mardi 25 novembre 2025 de 14h00 à 17h00
- Jeudi 11 décembre 2025 de 14h00 à 17h00
- Mercredi 07 janvier 2026 de 14h00 à 17h00

3.6. Les réunions publiques

✓ Réunion publique d'ouverture

La réunion publique d'ouverture a eu lieu le jeudi 13 novembre 2025 de 18h à 20h à l'auditorium du collège Karine Ruby à Saint-Pierre-en-Faucigny, en présence du pétitionnaire. 23 personnes étaient présentes dans la salle. Le compte rendu de cette réunion a été mis en

ligne sur le site internet du registre dématérialisé le 19 novembre 2025. Ce compte rendu est annexé au rapport (Annexe n°1)

✓ Réunion publique de clôture

La réunion publique de clôture a eu lieu le jeudi 22 janvier 2026 de 18h à 20h à l'auditorium du collège Karine Ruby à Saint-Pierre-en-Faucigny, en présence du pétitionnaire.

31 personnes étaient présentes dans la salle. Le compte rendu de cette réunion a été mis en ligne sur le site internet du registre dématérialisé le 30 janvier 2026. Ce compte-rendu est annexé au rapport (Annexe n°2).

3.7. Procès-verbal de synthèse des observations reçues pendant la consultation

Conformément aux dispositions de l'article 6 de l'arrêté préfectoral de prescription de la consultation, j'ai remis le procès-verbal des observations reçues pendant la consultation parallélisée (ainsi qu'un tableau de toutes les observations résumées) à M. Marin GAILLARD, Président du Syndicat mixte de l'abattoir public de Haute-Savoie, le 5 février 2026 en mairie de Saint-Pierre-en-Faucigny au cours d'un entretien, en présence de :

- M. Régis BLANC, Directeur général des services de la mairie de Saint-Pierre-en-Faucigny,
- Mme Catherine GRARF, mairie de Saint-Pierre-en-Faucigny,
- Mme Christelle CHOPLIN, Chargée de projets stratégiques et innovants au Conseil Départemental de la Haute Savoie.

Les observations du pétitionnaire m'ont été transmises le 12 février 2026. Le pétitionnaire a répondu à chaque question ou remarque du public. Les questions du public ainsi que les réponses du pétitionnaire figurent dans un tableau joint à mon rapport.

Mais le pétitionnaire n'a pas répondu à mes questions figurant dans le procès-verbal des observations du public, à savoir :

- Les études réalisées ayant abouti à l'implantation d'un abattoir sur l'extension du parc d'activité économique des Jourdiès à Saint-Pierre-en-Faucigny, et non sur une ZAE existante dans le secteur,
- Les études effectuées pour la réalisation d'un équipement destiné à traiter un volume de 1700 à 2100 tonnes,
- L'étude d'alternatives au projet proposé.

Pour réponse, j'ai reçu deux documents élaborés par le CAUE (Conseil d'architecture, d'urbanisme et de l'environnement de la Haute Savoie) :

- Etude d'opportunité pour la mise en place d'un abattoir multi-espèce départemental de juin 2022 (annexe 3)

- Etude de préprogrammation d'un abattoir multi-espèces départemental du 22 mai 2023. (annexe 4)

Ces documents ne répondent que partiellement à mes interrogations.

4. ANALYSE DES OBSERVATIONS DU PUBLIC

4.1. Bilan quantitatif des observations

- Nombre des personnes accueillies au cours des permanences (observations orales)

Au cours des trois permanences prévues de trois heures en mairie de Saint-Pierre-en-Faucigny, je n'ai reçu aucune personne.

- Nombre d'observations écrites reçues pendant l'enquête

Je n'ai reçu aucun courrier papier, ni en mairie de Saint-Pierre-en-Faucigny, ni au cours des permanences.

Le registre dématérialisé clos le 3 Février 2026 à 18h comptait 128 contributions du public.

Nombre important de téléchargements : Le registre dématérialisé fait apparaître que pendant l'enquête : 7519 visiteurs uniques ont consulté le site web et 4974 visiteurs ont téléchargé au moins un des documents de présentation (Soit 66,1% des visiteurs).

4.2. Analyse des observations

Contributions favorables au projet : 64

Les contributions émanent du monde agricole, notamment d'éleveurs d'ovins ou de caprins, qui estiment que cet abattoir :

- Est nécessaire pour remplacer celui de Megève devenu obsolète.
- Son emplacement plus au centre du département permettra de pouvoir desservir plus facilement les exploitations et ainsi réduire les déplacements.
- Cet outil aux normes et l'atelier de découpe qui va avec, est indispensable pour développer les circuits courts et le consommateur local, pour au final aider au développement économique des exploitations et au revenu des agriculteurs.

Les contributions défavorables au projet ou questions : 64

Avis défavorable notamment pour les raisons suivantes :

- Absence d'étude de la rénovation complète de l'abattoir de Megève
- Un projet largement surdimensionné par rapport aux besoins réels du territoire
- Un risque majeur de fragilisation des abattoirs existants
- Absence de solutions de substitutions envisagées et non retenues
- Absence de transparence et de justification des données avancées
- Le projet est présenté comme étant la seule alternative pour offrir aux éleveurs une solution pour l'abattage de leur bétail
- Un abattoir mobile pourrait répondre à une partie des besoins et à une attente des consommateurs en matière de bien-être animal
- Importante consommation d'eau dans un contexte de plus en plus tendu sur la consommation d'eau
- Projet situé au-dessus de la nappe phréatique
- Des nuisances sonores nocturnes, nuisances olfactives pour les riverains
- Augmentation du trafic routier localement
- Si le projet n'est pas rentable, c'est le contribuable qui va payer
- La problématique de main d'œuvre a été sous-estimée
- Disparition de terres agricoles au risque de fragiliser la filière reblochon
- Proximité immédiate de l'aire d'accueil des gens du voyage
- Un projet en décalage avec les évolutions sociétales et agricoles

4.3. Ci-joint, annexé au rapport, un tableau de 48 pages comprenant pour chaque contribution du public reçue pendant la consultation : un résumé de l'observation ainsi que la réponse apportée par le pétitionnaire aux questions ou remarques du public.

Le rapport ainsi établi, l'ensemble des éléments recueillis au cours de la consultation du public, le procès-verbal de synthèse et les réponses apportées par le pétitionnaire me permettent de motiver mes conclusions sur la demande d'autorisation environnementale présentée par le Syndicat mixte de l'abattoir public de Haute-Savoie pour son projet d'implantation d'un abattoir public et d'un atelier de découpe et de transformation sur le territoire de la commune de Saint-Pierre-en-Faucigny (Haute-Savoie).

Mes conclusions motivées font l'objet d'un document séparé.

Fait à ANNECY le 23 février 2026

La commissaire enquêtrice



Denise LAFFIN